

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGORA (ex SCA Force 5)

2 rue de Roye à Clairoix BP 20119
60200 Compiègne

Références : IC-R/312/25-SLT/MC
Code AIOT : 0005106487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement AGORA (ex SCA Force 5) implanté Route nouvelle - Parc d'activités 60110 Amblainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGORA (ex SCA Force 5)
- Route nouvelle - Parc d'activités 60110 Amblainville
- Code AIOT : 0005106487
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGORA exploite sur la commune d'Amblainville une installation de stockage de céréales et d'engrais.

L'activité du site est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19/10/2009, complété par l'arrêté du 25/02/2015.

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Découplage	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.9.3.b	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des risques liés aux appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Enregistrement de suivi en continu des engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4	Sans objet
2	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	Sans objet
3	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 16.2	Sans objet
4	Events et surfaces soufflables	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.9.3.a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives permettant de solder les non-conformités relevées lors de la dernière inspection réalisée en 2020.

Par ailleurs, des non-conformités portant sur le découplage et les installations électriques ont été relevées. L'exploitant ayant d'ores et déjà engagé les démarches pour les solder, il n'est pas proposé de suite à ce stade. Des éléments justifiant du retour à la conformité sont toutefois attendus de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrement de suivi en continu des engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné : <ul style="list-style-type: none">- immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;- sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ;- sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs. L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.
Constats : <u>Inspection du 08/10/2020 :</u> Il avait été constaté que l'état des stocks informatiques était mis à jour à chaque mouvement par l'agent de réception et permettait de connaître par référence commerciale (et non par typologie) les engrais présents sur site. Par conséquent, le logiciel de l'état des stocks ne permettait pas de savoir comment le site se situait vis-à-vis de son classement administratif (non-conformité). <u>Inspection du 26/06/2025 :</u> L'exploitant a présenté l'état des stocks au 24/06/2025. Le document précise le classement ICPE pour les produits relevant de la nomenclature. Cet état comprend une synthèse récapitulant pour chaque rubrique, la quantité autorisée et la quantité présente sur le site. Lors de l'inspection seuls des engrais relevant de la rubrique 4702-3 sont présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6
Thème(s) : Risques chroniques, Incendie
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type

de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.

Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.

La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Constats :

Inspection du 08/10/2020 :

Il avait été constaté que l'exploitant avait mis en place une sonde thermométrique par case, placée au-dessus du tas d'engrais.

En termes de maintenance, une vérification de cohérence de température relevée au niveau des sondes avait été réalisée le 06/10/2020. Toutefois, il n'y avait pas eu de vérification les années antérieures. Par conséquent, les sondes thermométriques n'étaient pas vérifiées aussi régulièrement que préconisées par le constructeur et a minima tous les ans (non-conformité).

Inspection du 26/06/25 :

L'exploitant indique que le constructeur ne préconise pas de contrôle spécifique. Il précise qu'une vérification trimestrielle est réalisée en interne. S'agissant de sondes aériennes, cette vérification consiste à réaliser un contrôle de cohérence avec la température extérieure. Chaque alvéole comporte une fiche de suivi récapitulant les contrôles réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 16.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage

Prescription contrôlée :

Les cases et toutes les zones où sont stockés des engrais en vrac « 4702-II » font l'objet d'un nettoyage annuel pendant lequel elles sont intégralement vidées.

Pour les usines, en cas d'impossibilité technique, ce nettoyage peut être réalisé en deux temps.

Un registre précise tous les éléments associés à ce nettoyage (date de vidage, enregistrement et description des opérations effectuées, date prévue pour le prochain vidage notamment).

Constats :Inspection du 08/10/2020 :

L'exploitant réalisait un nettoyage annuel des cases de stockage d'engrais. Toutefois, le justificatif de réalisation de ce nettoyage en 2020 n'avait été apporté uniquement pour deux cases sur huit (non-conformité).

Inspection du 26/06/2025 :

L'exploitant a présenté les fiches mises en place pour le nettoyage des cases d'engrais. Il y a une fiche par alvéole de stockage. L'ensemble des opérations sont mentionnées (nettoyage, point zéro pour réaliser l'état des stocks, balayage).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Events et surfaces soufflables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.9.3.a

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion

Prescription contrôlée :

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (installations, équipements de manutention, filtres...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Repères	Nature des surfaces soufflables avec leur Pstat*	Surface des événements disponibles**	Surface nécessaire calculée
Tour de travail	Tôles bac acier : Pstat = 30 mbar	502 m ²	83 m ²
Galerie sous cellules	Tôles acier	17,9 m ²	16,3 m ²
Galerie sur cellules	Tôles bac acier : Pstat = 30 mbar	400 m ²	65 m ²
Boisseau	Tôles larmée	25 m ²	5,3 m ²
Local déchet	Tôles bac acier : Pstat = 30 mbar	37,9 m ²	5.6 m ²

Moyenne cellule	Tôles bac acier : Pstat = 30 mbar	108 m ²	42,3 m ²
Petite cellule	Tôles bac acier : Pstat = 30 mbar	33,37 m ²	21,8 m ²

* Pression statique d'ouverture

** Surfaces existantes

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer le personnel à la flamme sortant des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces ne sont pas orientées vers des voies de communication ; elles sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique démontrée.

Constats :

L'exploitant indique qu'aucun changement n'est intervenu sur les surfaces éventables.

La visite d'inspection a porté sur la présence des dispositifs, aucune mesure des surfaces disponibles n'a été réalisée.

- Tour de travail : les surfaces éventables sont constituées par les plaques transparentes permettant d'apporter de la lumière dans la tour (plaques ondulées transparente sur toute la hauteur de la tour). Chaque niveau de la tour est en caillebotis métallique.
- Galerie sous-cellule : la galerie communique avec le local ventilateur qui est placé en saillie du silo. La surface éventable est constituée par la toiture de ce local.
- Galerie sur cellule : l'ensemble de la toiture située au dessus des cellules est soufflable.
- Boisseau : le boisseau des chargements comporte en toiture 9 événements rectangulaires.
- Local déchets : la toiture du local déchets comporte 2 événements rectangulaires.
- Moyennes et petites cellules : la toiture située au-dessus des cellules comporte des plaques translucides.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.9.3.b

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion

Prescription contrôlée :

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant,

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Nature du découplage	Résistance minimale du découplage	Description
RDC de la tour	Galerie sous cellules	Porte métallique	60 mbar	S e n s d'ouverture de la porte : de la galerie sous cellules vers la tour
Haut de la tour	Galerie sur cellules	Porte métallique	60 mbar	S e n s d'ouverture de la porte : de la galerie sur cellules vers la tour

L'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

Les portes assurant le découplage sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques (ferme portes automatiques), excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté que la porte de communication entre la galerie sous cellules et le RDC de la tour s'ouvre vers la galerie. L'exploitant indique que le sens d'ouverture est dépendant du fonctionnement de la ventilation dans la galerie.

Non-conformité : la porte située entre le RDC de la tour et la galerie sous cellules s'ouvre vers la galerie.

L'exploitant a indiqué qu'une solution technique avait été définie avec un bureau d'études. Les démarches sont entamées pour faire remplacer la porte. Les travaux sont prévus en septembre lorsque les besoins de ventilation seront moins importants.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 07/07/2025, le devis et le bon de

commande pour faire réaliser les travaux par la société GILLOUAYE.

La porte située entre le haut de la tour et la galerie sur cellules s'ouvre vers la tour.

Un affichage est présent afin de maintenir les portes fermées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : le devis de la société GILLOUAYE mentionne la mise en place d'une porte ayant une résistance minimale de 100 mbar. Cette résistance est supérieure à celle définie dans l'étude de dangers (résistance minimale de 60 mbar). Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que la résistance effective minimale de la porte est bien de 60 mbar.

Demande d'action corrective : il est demandé à l'exploitant de fournir le PV de réception issu des travaux de remplacement de la porte de découplage située entre le RDC de la tour et la galerie sous cellules.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Repères	Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements	Procédures Contrôle Maintenance
Galerie sous fosses réception	3 transporteurs à chaîne 2001 / h	- aspiration, - paliers externes, détecteur de bourrage, - détecteur de	Permis de feu Plan de prévention Consignes d'exploitation et de sécurité

		- détecteur de surintensité moteur, - asservissement au fonctionnement du silo, - grilles sur fosses, - vitesse de brassage 1 m/s.	sécurité M a i n t e n a n c e p r é v e n t i v e
--	--	---	--

Tous les transporteurs et élévateurs sont capotés et reliés à la terre. Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident et acquittement du défaut.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Ce point de contrôle a été vérifié par sondage uniquement sur les équipements de prévention mentionnés au niveau de la galerie sous fosse de réception.

- Aspiration

L'exploitant indique que le système d'aspiration est asservi au fonctionnement du silo. Il est constitué d'un dépoussiéreur comportant des filtres à manche. Cet équipement fait l'objet d'un contrôle annuel par la société PROFILTRE. L'exploitant a présenté les derniers contrôles réalisés :

- maintenance annuelle le 25/02/2025,
- réalisation de travaux de remplacement de filtres à manche le 25/04/2025.

- Paliers externes, détecteurs de bourrage

L'exploitant indique qu'en cas de signalement sur un détecteur de bourrage ou un palier (roulement), l'installation est mise à l'arrêt automatiquement. Une intervention interne est alors réalisée pour retirer le bourrage.

- Détecteurs de surintensité moteur

En cas de détection de surintensité, le système est mis à l'arrêt. Par ailleurs, les surintensités sont vérifiées dans le cadre du contrôle périodique des installations électriques.

vérifiées dans le cadre du contrôle périodique des installations électriques.

L'exploitant a présenté le dernier contrôle par thermographie infrarouge réalisé suite à la vérification du 17/07/2024 et le rapport de vérification électrique suite au contrôle du 13/09/2024, les 2 contrôles sont réalisés par Bureau Veritas).

Un équipement présente des températures anormales (local HT/BT qui nécessite de reprendre le sertissage d'une cosse). L'exploitant indique qu'il s'agit du poste de livraison du site. L'intervention sur cet équipement nécessite au préalable une coupure de l'alimentation par ENEDIS. L'exploitant indique que cette coupure est prévue fin septembre, début octobre.

- Asservissement au fonctionnement du silo

L'exploitant indique que l'automate pilote l'ensemble des dispositifs de sécurité. Lors du déclenchement d'un détecteur, l'installation est mise à l'arrêt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de fournir le prochain rapport de contrôle des installations électriques soldant la non-conformité relevée sur le local HT/BT.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois